

H4 - LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET LES DÉBUTS D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Séance 1 : 1 heure

Introduction

Doc. vidéoprojeté : « L'aspiration à un nouvel ordre mondial »

Doc. vidéoprojeté : « De nouvelles tensions entre les deux Grands »

- En 1945, les capitulations de l'Allemagne et du Japon sont rendues possibles par l'alliance militaire et diplomatique des États-Unis et de l'URSS notamment. Mais l'ampleur des pertes humaines et des destructions matérielles liées à la guerre sont absolument colossales.
- Les puissances victorieuses espèrent faire de l'année 1945 le début d'une **nouvel ordre mondial** (expression désignant l'état des relations internationales, fondées sur la paix, la sécurité et la prospérité). La création de la BIRD et du FMI en 1944 puis de l'ONU en 1945 témoigne de cet espoir.
- Cependant, l'alliance entre les États-Unis et l'URSS se fissure et leur rivalité idéologique débouche sur la **Guerre froide** (conflit idéologique et indirect entre les États-Unis et l'URSS) à partir de 1947.
- **Problématique : Pourquoi la fin de la Seconde Guerre mondiale ne traduit-elle pas par l'établissement d'une paix immédiate et mondiale ?**

I. Au sortir de la guerre, un monde meurtri

A. Un très lourd bilan matériel

Doc. vidéoprojeté : « Dresde (Allemagne) au lendemain de la guerre »

Doc. vidéoprojeté : « Un lourd bilan humain et matériel »

Doc. vidéoprojeté : « Le PIB de 1945 par rapport à celui de 1939 »

- Les dégâts matériels liés à la Seconde Guerre mondiale sont considérables. En Europe comme en Asie, les villes sont des champs de ruines. Elles sont les premières cibles de bombardements : en Allemagne, Berlin a perdu la moitié de ses logements ; au Japon, Hiroshima a été rasée sur un rayon de 2 kilomètres ; en Pologne, Varsovie est détruite à 85%.
- Les économies sont exsangues. Les infrastructures de transport et de production sont endommagées : en URSS, 54% des lignes de chemin de fer sont hors d'usage et 50 à 70% des logements ont été détruits. Les économies tournent au ralenti : dans presque tous les pays, le PIB de 1945 est inférieur à celui de 1939 (moins 22% en URSS, moins 20% en URSS...)
- Seuls les États-Unis, qui sont épargnés par les destructions, sont les grands vainqueurs économiques de cette guerre : ils voient leur production industrielle doubler entre 1939 et 1945 pour soutenir l'effort de guerre (production d'armes et d'armements).

B. Des dizaines de millions de morts

Doc. vidéoprojeté : « Un lourd bilan humain et matériel »

Doc. vidéoprojeté : « La fin du rationnement alimentaire aux États-Unis en 1945 »

Doc. 2 page 123 : « L'Europe à la fin de la guerre »

- La Seconde Guerre mondiale entraîne un choc démographique : avec un bilan compris entre 50 et 70 millions de morts, la Seconde Guerre mondiale est le conflit le plus meurtrier de l'histoire de l'humanité, dont 62% sont des civils. La politique génocidaire nazie a coûté la vie à 6 millions de Juifs, soit près de 40% de la communauté juive mondiale.
- Les populations sont touchées par des famines à cause des prélèvements et des destructions. Un million de Japonais sont morts de faim en 1945-1946. Le **rationnement** (limitation de la vente et de l'achat de nourriture par un système de tickets) dure généralement jusqu'en 1950.
- Des déplacements de population ont lieu. Des millions de déportés et de travailleurs forcés rentrent chez eux à la fin de la guerre. Les flux de populations s'accroissent avec le changement de tracé de certaines frontières. Au printemps 1945, cinq millions de **déplacés** (civils qui se trouvent en 1945 en dehors de leur pays d'origine) sont recensés dans la seule Allemagne.

C. Un traumatisme de grande ampleur

Doc. vidéoprojeté : « La découverte des camps de concentration (1945) »

Doc. vidéoprojeté : « La une du journal *Combat*, 8 août 1945 »

Doc. vidéoprojeté : « La nouvelle angoisse atomique »

- La guerre génère des traumatismes. Entre août 1944 et janvier 1945, les Soviétiques, les Anglais et les Américains libèrent les camps de concentration et les centres de mise à mort. Même si des informations circulent dès 1942, la médiatisation des camps nazis crée un véritable choc moral : à leur retour, rares sont les rescapés qui témoignent.
- Bien que les Japonais et les Américains taisent les conséquences des bombardements atomiques, le nombre de morts (compris entre 150 000 et 250 000 personnes) et le développement des cancers et des leucémies soulèvent l'effroi : quelques voix, comme le philosophe français **Albert Camus**, dénoncent l'usage de l'arme atomique et à partir de 1949, un mouvement pacifiste voit le jour, réclamant l'interdiction des bombes atomiques.

Doc. 1 page 130 : « Le déroulement du procès de Nuremberg »

Doc. vidéoprojeté : « Un soldat américain remplace une plaque de rue portant le nom... »

Doc. 4 page 131 : « Le procès de Tokyo »

- Après la guerre, le **procès de Nuremberg** (**novembre 1945-octobre 1946**) juge 22 criminels de guerre nazis, dont **Hermann Goering**, le Ministre de l'aviation. Pour la première fois, les notions de **génocide** (destruction programmée, méthodique et systématique, totale ou partielle, d'un groupe en raison de son origine, de sa religion ou de son appartenance ethnique) et de **crime contre l'humanité** (violence généralisée ou systématique contre une population civile). Trois accusés sont acquittés, douze sont condamnés à mort et pendus, les autres sont emprisonnés.
- Les Alliés lancent aussi la **dénazification** (politique mise en œuvre par les Alliés en Allemagne à partir de 1945 consistant à épurer la société allemande du nazisme) de l'Allemagne à partir de 1945 mais il s'agit d'une opération difficile. De nombreux dirigeants nazis ont pu fuir le pays (comme **Klaus Barbie**, le chef de la Gestapo de Lyon de 1943 à 1944), d'autres ne sont pas inquiétés ou continuent même à exercer des fonctions politiques (comme **Kurt Kiesinger**, membre du parti nazi dès 1933, qui est chancelier de RFA entre 1966 et 1969).
- Au Japon, les Américains organisent le **procès de Tokyo** (**mai 1946-novembre 1948**). Vingt-huit militaires et ministres, dont le **général Tojo**, l'ex-Premier ministre, sont jugés pour crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Tous les accusés sont déclarés coupables : 7 ont été condamnés à mort et pendus ; les autres sont condamnés à de la prison.

II. Après la guerre, un nouvel ordre mondial

A. Empêcher le retour de la guerre

Doc. vidéoprojeté : « La Conférence de San Francisco (26 juin 1945) »

Doc. vidéoprojeté : « Les objectifs de l'Organisation des Nations unies »

Doc. vidéoprojeté : « Les institutions de l'ONU »

- La volonté de favoriser une paix durable est un désir précoce. Esquissée dès août 1941 avec la Charte de l'Atlantique signée par Roosevelt et Churchill, l'Organisation des Nations unies est officiellement fondée le 26 juin 1945 à la conférence de San Francisco. Sa charte de fondation énonce ses objectifs : maintenir la paix et étendre la démocratie sur la planète.
- L'ONU ne souhaite pas refaire l'erreur de la Société des Nations (SDN). La SDN fonctionnait à l'unanimité et était souvent paralysée. Pour éviter cela, il est décidé que les cinq vainqueurs de la guerre (URSS, États-Unis, Royaume-Uni, Chine et France) soient membres permanents du Conseil de sécurité et disposent d'un droit de veto sur les décisions.
- Les États membres s'engagent à respecter le principe de l'égalité entre nations et à unir leurs forces pour maintenir la paix et la sécurité collective (système qui veut assurer une paix durable par une solidarité active entre les États qui garantissent mutuellement leur indépendance).

B. Reconstruire les économies

Doc. vidéoprojeté : « Les accords de Bretton Woods »

Doc. vidéoprojeté : « Les États-Unis, la plus grande puissance financière de l'après-guerre »

Doc. vidéoprojeté : « Le début des Trente Glorieuses »

- Afin de reconstruire le système financier mondial, deux modèles s'opposent. Dès 1942, le britannique John Maynard Keynes et l'américain Harry White sont mandatés pour réformer le système. Tous les deux veulent une banque mondiale mais Keynes souhaite favoriser la croissance économique avec une monnaie internationale (le bancor) alors que White veut stabiliser les taux de change (prix d'une monnaie par rapport à une autre) avec un fonds spécial.
- Les accords de Bretton Woods sont signés en juillet 1944, après de longues négociations entre les 44 pays alliés. Une Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) voit le jour et le Fonds monétaire international (FMI) est créé afin d'assurer la stabilité du système financier mondial. Les accords sont très favorables aux États-Unis puisque seul le dollar est convertible en or (en 1945, les États-Unis détiennent deux tiers du stock mondial d'or) et parce que le siège de la BIRD et du FMI sont implantés à Washington.
- La croissance économique repart rapidement après-guerre grâce à la reconstruction, au nouvel élan donné aux échanges commerciaux et aux aides financières versées par les États-Unis (plan Marshall en 1947 en Europe de l'Ouest et plan Dodge en 1949 au Japon) : elle atteint des niveaux élevés (+5% par an dans les pays d'Europe, +9% par an au Japon). Dans les pays occidentaux, le PIB brut par habitant double entre 1945 et 1960.

C. Protéger les populations

Doc. vidéoprojeté : « Le rapport Beveridge, novembre 1942 »
Doc. 1 page 129 : « La création de la Sécurité sociale »
Doc. 2 page 129 : « Les missions de la Sécurité sociale »
Doc. vidéoprojeté : « Un plan complet de Sécurité sociale »
Doc. vidéoprojeté : « Le fonctionnement de la Sécurité sociale »

- À la fin de la guerre, l'idée d'une généralisation de la protection sociale fait surface. **L'État-providence** (forme politique dans laquelle l'État intervient dans le domaine social et économique pour garantir le bien-être de ses citoyens) est expérimenté par le chancelier allemand Bismarck dans les années 1880, avec un système d'assurances sociales pour les ouvriers puis dans les pays scandinaves lors de la crise des années 1930. En 1941, l'article 5 de la Charte de l'Atlantique en fait un moyen de la paix.
- En **novembre 1942**, paraît au Royaume-Uni le **rapport Beveridge** du nom de l'économiste britannique **William Beveridge** qui l'a rédigé : il y définit le *Welfare State* (expression signifiant État-providence en anglais) et propose que ce-dernier ne se limite pas à redistribuer des richesses mais qu'il mette les populations à l'abri des risques et du besoin. Après la guerre, les démocraties occidentales adoptent ce modèle, avec des variantes nationales. Les lois sociales se multiplient : création de la Sécurité sociale en France en 1945, loi sur la « retraite du peuple » en Suède en 1946, loi sur la santé au Royaume-Uni en 1948...

Point de passage et d'ouverture 1 : 15 mars 1944 : le programme du CNR (page 128)

Doc. 1 page 128 : « Les mesures à appliquer à la Libération »

Doc. 2 page 128 : « Mobilisation pour le programme du CNR »

Consigne : En analysant et en confrontant les documents, vous montrerez que le Conseil national de la Résistance veut fonder l'État-providence en France sur des réformes économiques et sur des mesures de transformation sociale.

Point méthode : Confronter un texte et une image

- après avoir lu le texte et observé attentivement l'image, relever les éléments mentionnés dans la consigne qui sont présents dans les deux documents ;
 - ensuite, relever les éléments présents uniquement dans un des documents : préciser si un document complète l'autre ou s'il contredit l'autre et expliquer pourquoi.
- Rédigé le **15 mars 1944**, le **programme du Conseil national de la Résistance** constitue le fondement de l'État-providence en France. Il propose :
 - des réformes économiques telles que :
 - > « l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'État » : c'est la **planification** (fixation d'objectifs incitatifs de production)
 - > « le retour à la nation des grands moyens de production » : c'est la **nationalisation** (propriété qui bascule entre les mains de l'État).
 - > ces propositions viennent du Parti communiste, qui s'est fortement impliqué dans la résistance pendant la guerre et qui est le premier parti en France en 1945 (il recueille 26% des voix aux élections législatives d'octobre 1945) ;
 - un ambitieux programme de réformes sociales qui propose :
 - > des droits sociaux pour les salariés : « le droit au travail et le droit au repos » ; « la garantie d'un niveau de salaire » ; « la reconstitution d'un syndicalisme indépendant » ; « un plan complet de sécurité sociale » ; « la sécurité de l'emploi » ; « la retraite ».
 - > ce programme s'inscrit dans un contexte de souffrances qu'illustre la présence de déportés et de résistants (comme Marcel Paul et les militants communistes arborant des décorations et un brin de muguet).

III. De nouvelles tensions à partir de 1945

A. La montée des tensions dès 1945

Doc. vidéoprojeté : « Une conférence décisive pour l'après-guerre (Yalta, février 1945) »
Doc. vidéoprojeté : « La conférence de Postdam (juillet-août 1945) »

• Deux conférences se tiennent en 1945 : lors de la **conférence de Yalta** en **février 1945**, **Staline**, **Roosevelt** et **Churchill** établissent les frontières d'après-guerre et décident de l'organisation d'élections libres dans les pays libérés de l'occupation nazie. Lors de la **conférence de Postdam** en **juillet-août 1945**, **Staline**, **Truman** et **Attlee** s'entendent sur le sort de l'Allemagne (dénazification, occupation) et du Japon (capitulation sans condition, démocratisation).

Doc. vidéoprojeté : « Le monde au sortir de la Seconde Guerre mondiale »
Doc. vidéoprojeté : « Une exception dans le « rideau de fer »
Doc. 2 page 139 : « Le rideau de fer vu par la presse britannique »

• Les premières tensions apparaissent à Potsdam : Staline reproche aux Occidentaux d'avoir supprimé leur aide financière à l'URSS alors que Truman et Attlee dénoncent la création d'une sphère d'influence communiste dans les pays d'Europe orientale libérés par l'Armée rouge. Dans ces pays, l'URSS installe des gouvernements prosoviétiques et éliminer l'opposition.
• Dès mars 1946, dans un discours prononcé à Fulton aux États-Unis, Churchill dénonce le « rideau de fer » divisant l'Europe en deux camps. En 1946, les tensions entre l'URSS et les États-Unis à propos de l'Iran et de la Turquie sonnent la fin de la **Grande alliance** (nom donné aux Alliés de la Seconde Guerre mondiale, notamment entre les États-Unis et l'URSS).

B. Le basculement dans la Guerre froide

Doc. vidéoprojeté : « La doctrine Truman »
Doc. vidéoprojeté : « La doctrine Jdanov »
Doc. vidéoprojeté : « L'Europe à l'heure de la Guerre froide »

• Convaincu que Staline cherche à étendre l'influence de l'URSS, Truman formule la doctrine du **containment** (politique étrangère des États-Unis par laquelle ils luttent contre l'expansion du communisme dans le monde) en **1947** dite **doctrine Truman**. En **1947**, l'URSS réagit avec la **doctrine Jdanov** qui présente l'URSS comme le camp anti-impérialiste et pacifiste.
• Le monde se divise alors en deux blocs. Le bloc américain s'organise autour du **plan Marshall (1947)**, une aide à la reconstruction versée aux pays d'Europe occidentale et de l'**OTAN (1949)**, une alliance militaire formée entre les États-Unis, le Canada et les pays d'Europe occidentale.
• Le bloc soviétique s'organise quant à lui autour du **Kominform** (organisation de liaison des partis communistes pour coordonner leurs actions sous l'égide et au profit de l'URSS) fondé en 1947 et du **Conseil d'assistance économique mutuelle (1949)** qui constitue un organe d'assistance économique entre l'URSS et les pays d'Europe de l'Est. En **février 1948**, le « **coup de Prague** » fait entrer la Tchécoslovaquie de force dans l'aire d'influence de l'URSS.

Point de passage et d'ouverture 2 : 25 février 1948 : le coup de Prague (pages 140-141)

Doc. 3 page 140 : « Le coup de Prague vu par la presse non-communiste »

Doc. 5 page 141 : « Le coup de Prague vu par la presse communiste »

Consigne : En analysant et en confrontant les documents, vous raconterez le « coup de Prague » et montrerez comment il est perçu dans les deux camps de la Guerre froide.

• Le « coup de Prague » permet l'accession des communistes au pouvoir en Tchécoslovaquie :
- le Parti communiste tchécoslovaque mobilise en masse ses partisans dans des manifestations et une grève générale le 24 février 1948 afin de faire pression sur le président de la République, **Edvard Benes**, contre les ministres libéraux qui demandaient de nouvelles élections. Le président Edvard Benes, malade et redoutant une guerre civile, cède à **Klement Gottwald** qui obtient, le 25 février 1948, la formation d'un gouvernement exclusivement communiste ;

- pour *Le Monde*, journal de centre-gauche, les événements de Prague justifient le terme de « coup » (Benes « capitule devant les injonctions » de Gottwald), longuement préparé (« la Tchécoslovaquie enfin mise au pas », « méticuleuse préparation ») ; il souligne l'importance que cet événement représente pour toute l'Europe (« le rideau de fer tombe sur le dernier acte »), dans un pays qui est « la vaste usine du monde slave » et qui cesse d'être le pont entre l'Est et l'Ouest ;
- pour *L'Humanité*, le journal du Parti communiste français (on voit la faucille et le marteau derrière le nom du journal, symboles du Parti communiste français), le point de vue est opposé et souligne la popularité du nouveau gouvernement (« foule en liesse », « acclame »), en quelque sorte légalisé par la rue ; il parle « d'unité d'action » pour évoquer l'homogénéité du nouveau gouvernement.

C. De nouvelles zones de conflits

Doc. 3 page 143 : « De l'occupation au blocus de Berlin, 1948-1949 »

Doc. 4 page 143 : « Les enjeux du pont aérien »

Doc. vidéoprojeté : « La signature de la charte de la Ligue arabe »

Doc. vidéoprojeté : « Ben Gourion proclame la naissance d'Israël »

- En réaction au « coup de Prague », les Occidentaux annoncent en juin 1948 la fusion de leurs zones d'occupation en Allemagne et la création d'une nouvelle monnaie, le Deutsche Mark. L'URSS réplique par le **blocus de Berlin-Ouest**, qui dure **de juin 1948 à mai 1949**. Le blocus soviétique échoue à cause du ravitaillement aérien allié et débouche sur la création de deux États : la République fédérale d'Allemagne (RFA), formée à partir des trois zones occidentales et la République démocratique d'Allemagne (RDA) formée à partir de la zone soviétique.
- Le Moyen Orient, qui a été un enjeu majeur pendant la Seconde Guerre mondiale, devient également un foyer de conflits pendant la Guerre froide. L'essor du **panarabisme** (idéologie visant à l'unité et l'indépendance de la nation arabe) se traduit, en **mars 1945**, par la **création de la Ligue arabe** : il s'agit d'une organisation régionale fondée par des pays arabes du Proche et du Moyen Orient. Les progrès du **sionisme** (idéologie qui vise à créer un État juif en Palestine), favorisent la **création de l'État d'Israël**, proclamée par **David Ben Gourion** en mai 1948.

Point de passage et d'ouverture 3 : 1948 : Naissance de l'État d'Israël (pages 134-135)

Doc. 1 page 134 : « Partage de la Palestine et création d'Israël (1947-1949) »

Doc. 2 page 134 : « La proclamation de l'État d'Israël »

Consigne : En analysant et en confrontant les documents, vous expliquerez les motivations de la création d'Israël, puis les circonstances de sa naissance et les conséquences de celle-ci.

- Le 14 mai 1948, l'État d'Israël est proclamé :
 - en s'appuyant sur plusieurs motivations :
 - > religieuses : Ben Gourion rappelle la naissance du judaïsme dans le « pays d'Israël » (« le lieu où naquit le peuple juif ») ;
 - > historiques : Ben Gourion évoque l'immigration juive (« ils s'y rendirent en masse ») et les impacts de la *Shoah* : Israël sera un refuge pour les rescapés ;
 - > politiques : la création d'Israël « confère au peuple juif l'égalité des droits au sein des nations ». Ben Gourion annonce qu'Israël (où une partie de la population est arabe) est un État démocratique, respectant les libertés et la « complète égalité de droits sociaux et politiques ».
 - en se déroulant en plusieurs étapes :
 - > le **29 novembre 1947**, l'ONU adopte un **plan de partage de la Palestine** qui prévoit deux États et une zone internationale (Jérusalem). Les violences éclatent très vite entre Juifs et Arabes ; les Britanniques quittent la Palestine ;
 - > le 14 mai 1948, David Ben Gourion, chef du Congrès sioniste, proclame la naissance et l'indépendance de l'État d'Israël ;
 - en entraînant des conséquences importantes :
 - > une **guerre israélo-arabe (1948-1949)**, déclenchée les pays arabes entourant Israël, est remportée par le nouvel État juif : les pays arabes et la population arabe de Palestine refusent le plan de partage et la naissance d'Israël ;
 - > des déplacements de populations arabes, obligés de tout quitter, du fait de la guerre civile en Palestine et de la guerre israélo-arabe de 1948-1949 ;
- L'affaiblissement des grandes puissances coloniales durant la guerre a favorisé l'essor des mouvements indépendantistes dans les colonies. La France concède l'indépendance de la Syrie et du Liban en 1945. L'Inde et le Pakistan obtiennent leur indépendance du Royaume-Uni en 1947 ; les Néerlandais se retirent d'Indonésie en 1949. Les pays nouvellement indépendants comme ceux encore sous tutelle coloniale deviennent des enjeux de la Guerre froide.

Conclusion

- Le bilan matériel, humain et moral de la Seconde Guerre mondiale est terrible. Après la guerre, le monde aspire à un nouvel ordre mondial, autour d'une paix mondiale et durable. Pourtant, très vite après 1945, de nouvelles tensions apparaissent entre les États-Unis et l'URSS : c'est le début de la Guerre froide, marqué par une opposition idéologique et la menace nucléaire.
- **La fin de la Seconde Guerre mondiale ne se traduit pas par l'établissement d'une paix durable et mondiale car des tensions apparaissent entre les États-Unis et l'URSS : leur alliance pendant la guerre contre un ennemi commun – l'Allemagne nazie – n'a pas résisté à leur opposition idéologique et à leur volonté respective de s'affirmer comme la première superpuissance mondiale.**
- Mais la peur de l'arme nucléaire, dont dispose chacune des deux puissances, évite que des conflits directs opposant l'armée états-unienne et l'armée soviétique n'éclate.